



Dossier de presse

# G8 français

**UN AGENDA DÉCONNECTÉ  
DES RÉALITÉS ?**

**26 et 27 mai 2011**



**Contacts presse** : Aude Lefebvre, [lefebvre@coordinationsud.org](mailto:lefebvre@coordinationsud.org), 01 44 72 03 78  
ou Elodie Suard, [suard@coordinationsud.org](mailto:suard@coordinationsud.org), 01 44 72 87 15

## **G8 français : des enjeux de solidarité internationale**

**C'est avec le slogan *Nouveau monde, nouvelles idées* que la France ouvre le bal de sa présidence des G8 et G20. Des discours optimistes, centrés sur la reprise de la croissance ... mais surtout bien loin des réalités !**

### **1. Dans les faits, les crises perdurent !**

Loin de la sortie de crise, le monde évolue dans une crise persistante qui prend de multiples formes (financière, sociale, alimentaire, climatique, démocratique), et continue à plonger dans la pauvreté (plus de 44 millions en dessous du seuil de pauvreté), le chômage (34 millions de chômeurs en plus dans le monde depuis 2008), la faim (960 millions d'individus souffrent de la faim) des millions de personnes dans le monde.

### **2. La croissance économique ne s'accompagne pas toujours de développement !**

La croissance est affichée à l'ordre du jour du G20 comme la seule approche du développement. Or, elle ne prend pas en compte les dimensions qualitatives du développement humain (scolarisation, situation sanitaire, indice de développement humain). Pourtant, les États membres du G8 ont l'obligation de garantir les droits contenus dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), notamment en matière de logement, de nourriture, d'eau, d'assainissement, d'éducation, de santé et de sécurité sociale. Il faudrait adopter une approche du développement basée sur les droits humains fondamentaux.

### **3. *Nouveau monde, nouvelles idées*, certes, mais quid des engagements précédents ?**

Les chefs d'État du G8 se sont engagés à rendre compte de leurs engagements antérieurs en faveur du développement : 0,7% du revenu national brut consacré à l'aide publique au développement (APD) promis à Gleneagles en 2005, 22 milliards de dollars promis à l'Aquila en 2009 pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, 5 milliards de dollars promis à Muskoka en 2010 pour la santé maternelle et infantile. Si la France réalise actuellement un rapport de production, à ce jour, de nombreux efforts restent à faire en termes de qualité des éléments produits.

### **4. Le développement n'est pas la « patate chaude » du G8-G20 !**

La répartition des responsabilités sur le développement entre le G8 et le G20 n'est pas clairement établie, en matière d'engagements contraignants et financiers dans les domaines les plus urgents comme l'accès à l'eau. Les sujets doivent être explicitement définis, en toute transparence et en s'assurant que les recommandations des pays en voie de développement et de la société civile sont intégrées.

### **5. La « dimension citoyenne » de la présidence française des sommets, voulue par le président de la République, est encore loin d'être une réalité.**

Malgré des promesses de transparence (accès aux documents préparatoires, accès au centre des médias) et de dialogue (rencontre avec les sherpas, organisation de sommets civils) tenues durant la rencontre entre les ONG et le président le 7 mai, ce message a été si faiblement relayé dans les ministères préparant les sommets que rien de tout cela n'existe dans les faits. Le G8 reste un sommet de chefs d'État réunis en conclave fermé.

**Deux enjeux majeurs de ce G8 2011 pour la solidarité internationale :**  
**Les problématiques de développement et la paix dans le monde.**

## I. Le développement au menu du G8<sup>1</sup>

### 1. Agriculture et sécurité alimentaire

Il est essentiel que les principales économies mondiales, soutiennent les politiques agricoles des pays du Sud, ciblées en particulier sur la création d'emploi et le soutien aux agricultures paysannes et familiales. En effet, les pays importateurs de produits alimentaires sont particulièrement touchés par les hausses de prix, qui rendent plus chers les aliments pour les consommateurs pauvres urbains et ruraux, et alourdissent fortement la facture d'importation des États.

La plupart de ces pays disposent d'un potentiel de production considérable qui n'est pas mis à profit, conséquence de 30 ans de désinvestissement agricole, de retrait des politiques publiques et de libéralisation et d'ouverture des marchés. Toute mesure permettant de diminuer la dépendance des pays importateurs nets de nourriture vis-à-vis des marchés internationaux doit être retenue comme une piste efficace pour lutter contre les effets de la volatilité des prix.

Afin de remplir les engagements pris en faveur du soutien à l'agriculture, le G8 doit :

- **définir une stratégie claire et transparente visant à renforcer la sécurité alimentaire** et nutritionnelle des populations les plus vulnérables dans les pays du Sud ;
- **remplir de manière transparente l'engagement pris lors du sommet de l'Aquila en 2009 de décaisser 22 milliards de dollars** en soutien à la sécurité alimentaire dans les pays du Sud avec un calendrier et un plan d'action précis sur les engagements financiers actuels et à venir ;
- **concrétiser les engagements non-budgétaires du sommet de l'Aquila, notamment celui de travailler à une meilleure coordination des politiques de soutien à l'agriculture et la sécurité alimentaire** des pays du Sud pour s'assurer qu'elles appuient efficacement les stratégies nationales de sécurité alimentaire.

### 2. Eau et assainissement

Condition préalable à tout développement, l'accès à l'eau et à l'assainissement est au cœur de nombreux enjeux : alimentation, santé, éducation et émancipation des filles, sécurité et souveraineté alimentaire, etc. Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans ce secteur doivent être considérés comme une étape, un seuil minimum à atteindre, et non comme une fin en soi.

En 2008, **1 milliard** de personnes était privé d'eau potable et **2,5 milliards** vivaient sans assainissement de base.

En Afrique subsaharienne : **près de deux tiers** de la population n'ont pas accès à l'eau salubre, et **500 millions** de personnes sans accès à l'assainissement

Les membres du G8 doivent passer à une approche « opérationnelle », orientée vers et au-delà de 2015, notamment en s'engageant à :

- **mettre en œuvre un plan d'action opérationnel**, où l'approche par les droits est indissociable de l'investissement pour le secteur ;
- **cibler les financements internationaux** vers les pays ayant les plus forts besoins, et améliorer leur efficacité ;
- **soutenir les plans d'actions nationaux des pays** ayant à relever le défi de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, avec une priorité aux pays d'Afrique subsaharienne ;
- **la France doit être leader et exemplaire dans sa présidence**, d'autant qu'elle accueillera en mars 2012 le 6<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau (l'engageant par là même à un devoir de redevabilité).

<sup>1</sup> « Adopter une approche en faveur d'un développement basé sur le respect et la réalisation des droits humains fondamentaux » : Action contre la faim, Aides, Gavi, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours catholique-Caritas France, Secours Islamique France, Solidarité laïque, Terre des Hommes.

### 3. Santé

Au cours de la dernière décennie, les enjeux de santé mondiale sont devenus un des sujets majeurs de l'agenda politique international. Cela s'est traduit au sein des Nations unies et lors des G8 successifs par l'adoption d'engagements multiples visant la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en santé. Pour autant, si certains de ces engagements ont été respectés, comme par exemple la création du Fonds mondial, de nombreux autres font aujourd'hui office de promesses non tenues, comme l'illustre le non respect par les pays du G8 de leur engagement en matière d'accès universel au traitement du VIH/sida. La mise en place d'un cadre précis et contraignant pour le suivi des engagements est devenue aujourd'hui indispensable.

**1,5 milliard** d'individus à travers le monde n'a toujours pas d'accès aux services de santé les plus élémentaires.

**20 000 enfants** décèdent chaque jour de maladies qui auraient pu être évitées ou facilement prises en charge (diarrhée, infections respiratoires, paludisme, malnutrition, etc.).

**1 000 femmes** meurent quotidiennement de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement.

**2 millions** de personnes meurent du Sida chaque année.

Les organisations membres de l'AMCP et de Coordination SUD demandent au G8 de :

- **respecter l'engagement de mobiliser 60 milliards de dollars d'ici 2012** pour la lutte contre les maladies infectieuses et le renforcement des systèmes de santé ;
- **consacrer 0,1% de leur richesse nationale à l'amélioration de la santé** dans les pays en développement ;
- **combler les déficits de financement** auxquels font face le Fonds mondial (10 milliards de dollars) et l'Alliance GAVI (3,7 milliards de dollars) ;
- **améliorer le rapport de « redevabilité » adopté à Muskoka** afin de permettre un réel suivi, pays par pays, des actions engagées pour la réalisation de chaque engagement du G8.

### 4. Éducation

L'éducation est un droit. Elle est le fondement de l'exercice de la citoyenneté des individus et des groupes, et à long terme, celui d'une croissance économique durable. Elle est donc au cœur des stratégies de développement et entraîne de réels progrès en termes de santé, de nutrition, d'environnement, de participation citoyenne et démocratique. Il est indispensable de replacer l'éducation dans une approche globale permettant de garantir qualitativement une éducation tout au long de la vie.

Les pays du G8-G20 se doivent d'être exemplaires pour :

- **honorer les engagements de l'APD, et le principe d'aide *fair share*** pour mobiliser annuellement 16 milliards de dollars en mesures additionnelles ;
- **soutenir la réforme de l'initiative *Fast Track* et son extension à l'ensemble des objectifs de l'éducation pour tous, sur la base des six recommandations de Dakar.** Soutenir son ouverture à la société civile et assurer son renflouement pour faire face aux demandes de 36 pays en 2011 et 2012 à hauteur de 2,4 milliards de dollars ;
- **soutenir les plans d'action et les politiques éducatives mettant l'accent sur la qualité de l'éducation** en réaffirmant le rôle central des éducateurs dans la promotion et la réalisation de cette éducation de qualité : plus de neuf millions d'enseignants doivent être recrutés et formés pour atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle d'ici à 2015.

## II. Paix et État de droit<sup>2</sup>

La présidence française du G8 a choisi d'inscrire à son agenda la paix et la sécurité. Ces questions sur lesquelles le G8 a l'habitude de s'exprimer, ont cependant aujourd'hui une résonance particulière. Le contexte marqué par le « *printemps arabe* », augure en effet d'un monde nouveau et lève le voile sur les menaces parfois négligées qui pèsent sur la paix et la sécurité. Les soulèvements démocratiques dans le monde arabe nous donnent plusieurs enseignements qu'il est impossible d'ignorer.

Par ailleurs, la connivence entre les régimes dictatoriaux qui oppriment leurs peuples et les pays membres du G8 est dangereuse car porteuse d'instabilité. Plusieurs pays du G8 s'en sont rendus coupables en soutenant aveuglément les régimes en Tunisie, en Egypte et en Lybie.

Des membres de l'AMCP et de Coordination SUD invitent les pays membres du G8 à :

- **affirmer leur attachement à un Traité international sur le commerce des armes (TCA) fort et efficace.** Aucun des pays membres du G8 n'a voté contre la résolution A/64/391 de l'Assemblée générale de l'ONU qui a décidé d'organiser une conférence internationale pour l'adoption du TCA. Nous appelons les pays membres du G8 à renouveler solennellement l'engagement qu'ils ont pris d'élaborer en 2012 un instrument juridiquement contraignant établissant les normes internationales communes les plus strictes possibles pour le transfert des armes classiques.
- **soutenir les processus démocratiques.** Les pays du G8 doivent clairement s'engager aux côtés des peuples et non des dirigeants afin de promouvoir l'État de droit et la participation des citoyens dans les politiques publiques. Un respect des accords internationaux existants permet de se baser sur le droit en évitant de se retrouver dans une posture morale. Cela passe également par une reconnaissance accrue des organisations de la société civile dans les pays du Sud et la mise en place de « service diplomatique progressif », sans rupture du dialogue toutefois, avec les régimes qui ne procèdent pas d'une élection démocratique ou qui bafouent les droits humains. Des règles de protocole plus strictes en matière d'accueil de dirigeants illégitimes doivent être instaurées. Enfin les entreprises multinationales issues des pays du G8, qui se trouvent souvent en position dominante dans des pays du Sud, se doivent d'être exemplaires en matière de respect des normes sociales et environnementales et en rendant publics les versements faits aux États dans lesquels elles opèrent.
- **rétablir la vérité et un débat sain sur les migrations.** Les pays du G8 se doivent de respecter les conventions internationales déjà ratifiées (convention de Genève) et de ratifier la Convention des Nations unies pour la protection des droits des travailleurs migrants et leurs familles, socle minimal pour le respect des droits. Les pays du G8 doivent renégocier des accords bilatéraux plus justes signés avec les pays tiers et construire des politiques migratoires nationales et régionales qui prennent davantage en compte la question des droits des personnes et les intérêts des pays d'origine des migrants. Il s'agit également de mettre fin au processus d'externalisation des frontières et cesser les politiques d'immigration choisie qui pénalisent le développement des pays d'origine.
- **mettre fin à l'instrumentalisation de l'aide humanitaire à des fins politiques ou militaires** notamment en évitant tout amalgame entre humanitaires et forces militaires, en fondant l'allocation de l'assistance humanitaire sur une réponse impartiale aux besoins et en veillant à préserver l'accès des organisations humanitaires aux populations affectées par les crises et les conflits.

---

<sup>2</sup> « Réguler le commerce des armes, soutenir la construction de la paix et de l'État de droit, en finir avec l'instrumentalisation des migrations et de l'aide » : Artisans du Monde, CRID, Demain le Monde, Mouvement de la Paix, Planète Urgence, Réseau Foi et Justice, Terre des Hommes.

*Depuis 2005, l'AMCP mène chaque année des actions d'information et de sensibilisation à destination du public et des médias, et s'efforce d'engager un dialogue avec les pouvoirs publics et la société civile.*

**Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement** est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Retrouvez le document de position complet de Coordination SUD et de l'AMCP pour la présidence française des G8 et G20 : <http://coordinationsud.org/G8-G20-Dans-un-monde-en-crise>